

Septembre 2021 :
Macron et Blanquer accélèrent l'éclatement
du cadre national de l'école publique...
Regroupons-nous pour bloquer cette politique
et reconquérir le droit à l'instruction la même pour tous !

Enseignants dans les écoles, les collèges, les lycées, les universités, étudiants, parents d'élèves, syndicalistes ou militants ouvriers de différentes tendances, nous nous sommes **réunis ce samedi 2 octobre autour de l'appel « Contre Macron et Blanquer, reconquérir le bac et son caractère national, reconquérir le droit à l'instruction »** lancé au mois d'août.

La discussion a confirmé les craintes formulées dans cet appel : un mois après la rentrée de septembre, nous assistons à une **amplification de l'offensive du gouvernement contre l'école publique**.

Ainsi, la **suppression du baccalauréat national**, louée par le PDG d'EDF qui la considère comme une « bonne nouvelle » permettant de « rapprocher la formation des besoins de l'entreprise » a ouvert la voie à une véritable **offensive de dénationalisation de l'Education nationale** :

- projet Macron d'« **Ecole du futur** » expérimentant **dans cinquante écoles de quartiers défavorisés de Marseille** un statut dérogatoire sur la base de projets pédagogiques locaux avec recrutement des personnels par le directeur d'école, sous l'autorité directe de la municipalité
- **multiplication des cités éducatives** sortant écoles et collège du cadre national pour les placer sous l'autorité des collectivités territoriales
- mise en œuvre du **contrôle continu pour le baccalauréat**, accentuant les inégalités entre les lycées
- adoption par l'Assemblée nationale de la **loi Rilhac** qui transforme l'école publique en une myriade d'établissements autorisés à déroger au cadre national de l'Education nationale.

L'appel analysait le fait que « *le cadre national détruit, sa qualité de premier grade universitaire supprimée, l'Etat s'est libéré de son obligation d'affecter les moyens pour garantir à chaque élève, à chaque classe d'âge, l'égalité de tous les enfants devant l'instruction* ». Que constatons-nous en cette rentrée ? **De nombreux lauréats du bac interdits de poursuivre des études universitaires dans la filière de leur choix**. Dans tel lycée de banlieue populaire parisienne, on apprend que 32% des bacheliers de filière technique n'avaient toujours aucune proposition le 1^{er} septembre. Dans tel autre, ils sont 68 bacheliers à n'avoir aucune perspective. Combien y en a-t-il au niveau national ? Sans doute des milliers !

Dans les **universités, les étudiants** – même certains ayant eu de très bons résultats – **sont virés, interdits de poursuivre leurs études en master**, sélection oblige... Et quand ils peuvent s'inscrire, quand ils peuvent rassembler l'argent nécessaire pour se nourrir malgré la fermeture des restau-U à 1 euro, ils se retrouvent entassés dans des amphis trop petits, obligés de suivre les cours debout ou en visio.

Dans les **écoles, collèges, lycées, les jeunes** – quand ils ne sont pas purement et simplement privés de cours faute de remplaçants – **sont entassés dans des classes en sureffectifs**, pendant que, par exemple, le rectorat de Créteil licencie des centaines de professeurs de français ou de mathématiques au prétexte qu'ils sont trop nombreux

Les enfants en situation de handicap sont les premières victimes de cet abandon : l'Etat, qui a déjà supprimé nombre d'établissements spécialisés correspondant à leur handicap jugés trop coûteux, a

encore aggravé en cette rentrée les conditions de travail des Accompagnantes d'élèves en situation de handicap (AESH) avec la mise place des Pôles inclusifs d'accueil localisés (PIAL), entraînant le découragement de beaucoup d'entre elles.

Et qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent ! il suffirait de récupérer une partie des 560 milliards d'euros offerts par le gouvernement aux patrons pour mettre en place un plan d'urgence et recruter les milliers de personnels nécessaires.

La discussion a aussi montré que ce gouvernement qui multiplie les mesures destructrices contre l'école est bien minoritaire. Dès que les conditions sont réunies, **dès que l'unité se réalise sur les revendications, les salariés montrent leur volonté de bloquer cette politique.** On le constate dans tous les secteurs professionnels, comme en témoignent les grèves dures des éboueurs de Marseille ou des salariés des chauffeurs de Transdev en Seine-et-Marne. On le constate concernant la défense de l'école publique : ainsi, la détermination des enseignants de Villejuif, unis avec leurs organisations syndicales, a imposé au maire de renoncer à son projet de cité éducative. Ainsi la colère gronde dans les écoles de Marseille, et s'appuie sur la prise de position des syndicats du 1^{er} degré exigeant l'abandon de l'expérimentation dans les écoles marseillaises. De leur côté, les étudiants s'organisent et se mobilisent autour de revendications bien définies : ils réclament le droit d'étudier et de préparer leurs diplômes dans des conditions normales, ce qui implique la fin de leur précarisation croissante.

Nous sortons de cette rencontre renforcés dans notre conviction de combattre. Nous n'accepterons pas, nous n'accepterons jamais que Macron, Blanquer ou tous ceux qui voudraient se mettre à leur suite poursuivent leur offensive d'émiettement, de pulvérisation de l'école publique.

Nous en appelons à tous les militants, enseignants, parents d'élèves, jeunes : **ensemble, regroupons-nous pour défendre et reconquérir le droit à l'instruction**, pour défendre les programmes et les horaires nationaux et les enseignements disciplinaires, pour reconquérir le bac et son caractère national, pour que les fonds publics aillent exclusivement à l'école *publique*, pour que soient respectés les droits de toute la jeunesse à obtenir un diplôme et une qualification reconnue.

Adopté à l'unanimité